



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article1179>

Espagne : l'abîme de la dette

- International -



Date de mise en ligne : samedi 17 novembre 2012

L'École Émancipée

Barack Obama affirmait récemment que le plus grand péril pour l'Union européenne était la situation économique de l'Espagne et Angela Merkel parle des Espagnols qui travaillent peu et dépensent trop ! A cela une recette : « l' austérité ». Pourtant, des prix Nobel comme Stiglitz et Krugma critiquent chaque semaine la chancelière en référence au « cas espagnol ». Que s'y passe t-il réellement et quels enseignements en tirer ?

Ce trimestre est le 5ème consécutif de baisse du PIB. Le gouvernement prévoit qu'il tombera de 1,6 % en 2012 et que la « demande agrégée » chutera de 4,4 %(1). Problème central dans un pays au modèle économique faiblement exportateur et dépendant du marché intérieur. Les données de l'évolution annuelle (de septembre 2011 à septembre 2012) sont effrayantes. La production industrielle a baissé de 6 %, (- 39 % pour l'automobile) et l'industrie du bâtiment est à son niveau le plus bas depuis 50 ans. Les chiffres de la consommation ont baissé de 12 % : -5,9 % pour l'alimentation, -5,7 % pour les vêtements et les chaussures, -21 % pour l'électroménager et les meubles et encore plus pour l'automobile qui en 5 ans a accumulé une baisse de 41 %. Les investissements dans la construction et les biens d'équipement à la fin 2011 ne représentaient que 61 % de ceux de 2008. L'inflation tant redoutée (par les banques allemandes) a atteint 3,7 % en septembre pour 2,7 % les mois précédents. Pendant ce temps, les familles ont réduit leurs dépenses de 10,9 %.

L'appauvrissement des classes populaires

L'Espagne est le pays de l'Union Européenne qui connaît le plus grand écart entre les 10 % les plus riches de sa population et les 10 % les plus pauvres. Selon la encuesta de población activa(2), le nombre actuel de chômeurs s'élève à 5 640 000 (une personne sur quatre en âge de travailler). Certains analystes prévoient pour fin 2013, le chômage de 6 300 000 personnes (soit 27,4 % de la population active). Il y a déjà 1 728 400 familles dont tous les membres sont privés d'emploi. Beaucoup de personnes ont perdu leur logement faute de pouvoir payer leurs prêts à la banque. Selon el consejo del poder judicial (« le conseil du pouvoir judiciaire »), en 4 ans, 166 700 familles ont été expulsées. Or, l'augmentation du chômage accélère le rythme des expulsions : 500 par jour actuellement, qui aboutiront à 180 000 expulsions annuelles ! Les loyers ont augmenté de 45,4 % en 5 ans, l'électricité de 45 % et l'eau de 30,9 %. Pendant ce temps, entre juillet 2011 et juillet 2012, l'excédent d'exploitation des entreprises a augmenté de 10,3 % et le gouvernement n'a pas empêché une fuite de capitaux du pays de 250 milliards d'euros.

Au service de ces plans de spoliation salariale, le gouvernement de droite du PP (partido popular) a approfondi ce qu'avait commencé le gouvernement socialiste. Il a mis en oeuvre, d'une part, une politique d'attaque frontale des droits individuels, collectifs et syndicaux avec une législation qui a affaibli la classe ouvrière dans les entreprises. Cette politique a permis que, pour la première fois, les revenus du travail soient inférieurs aux rentes du capital. Elle a conduit à une multiplication (de 1,6) des plans sociaux sans aucune négociations. Depuis le mois d'août, les résiliations de contrat augmentent de 21 %. D'autre part, le gouvernement PP mène une politique fiscale complètement régressive : l'augmentation du taux général de l'impôt sur la valeur ajoutée (TVA) de 18 % à 21 % et celle du taux réduit de 8 % à 10 % ne touche « que » 60 % des biens et services mais, dans la pratique, tous les biens d'usage courant sont affectés. La catastrophe sociale vient tout juste de commencer.

Un avenir sombre

Les dépenses sociales et les investissements publics du budget de l'Etat pour 2013 baissent de 25 %. Ce qui, associé à l'augmentation de la TVA, provoquera une récession plus forte encore. La sécurité sociale, l'éducation, les fonds pour les retraites, pour le chômage et les fonds de coopération ont été réduits de 40 milliards d'euros. C'est à dire, moins de services et des services plus chers pour les citoyens et le licenciement de dizaines de milliers de travailleurs de la fonction publique. L'investissement public sera réduit de 46 % et, par exemple, l'investissement dans les infrastructures qui en d'autres temps atteignait 4 % du PIB sera réduit à 0,84 %. Les fonds pour la recherche seront 17,4 % inférieurs à ceux de 2012, ce qui aggraverait la baisse cumulée de 35,5 % entre 2009 et 2012. Avec une partie majeure du budget, 38 milliards d'euros, destinée à payer les intérêts de la dette publique, auxquels s'ajoutent les besoins de financement du Trésor Public pour 2013, à hauteur de 20 % du PIB et les échéances de paiement du capital de la dette publique en 2013, on totalise 60 % du budget de l'Etat qui ira directement aux banques.

Le déficit public et la dette publique

Le déficit des comptes publics espagnols lié à la chute des recettes après la fin de la bulle immobilière mais aussi à un système fiscal qui permet la fraude (estimée à 90 milliards d'euros) grève les revenus des salariés et se montre bienveillant avec les compagnies et les investisseurs. Dans les neuf dernières années, les impôts sur les salaires ont augmenté de 5,4 % et ceux du capital ont baissé de 15,9 %. Depuis 1996, la pression fiscale sur le PIB se situe à des niveaux bien en dessous de ceux des pays de l'Union et en particulier ceux de la zone euro. Cela a été une des principales causes de l'augmentation rapide du déficit public qui, en 2011, a atteint 9,4 % du PIB alors qu'en 2007, on parlait d'un excédent.

Ce facteur a aussi agi sur l'augmentation de la dette publique, la faisant passer, par accumulation du déficit et par le recours au financement par les banques, de 36,3 % du PIB en 2007 (une des plus basses de l'Union Européenne) à 68,5 % en 2011, chiffre qui reste encore inférieur à celui de l'Allemagne (80,5 %) du Royaume Uni (80,8 %), de la France (86 %) et de l'Italie (120,7 %). Le problème espagnol est la progression rapide de cette dette.

La dette totale espagnole est de l'ordre de 300 % du PIB. Les entreprises financières et non financières en détiennent 63 %, les familles 21 % (75 % de celles-ci servant à rembourser les traites du logement à la banque) et les administrations 16 %. Ainsi, la dette publique, qui peut se résoudre via les recettes et les dépenses de l'Etat, ne représente pas 20 % de la dette espagnole. Nous sommes donc devant un cas de dette privée, principalement bancaire (900 milliards).

La banque, maudite banque

On assiste à une conversion d'une dette privée en dette publique à travers les aides octroyées aux banques. Selon la commission européenne, le montant des aides de l'Etat aux banques espagnoles entre 2008 et 2012 a atteint 8,4 % du PIB. Les aides directes ou indirectes se montent à l'heure actuelle à plus de 90 milliards d'euros et devraient augmenter encore de 50 milliards prochainement. Cette somme se verra accrue de 90 milliards dès la création de l'organisme bancaire public, le SAREB appelé familièrement « la mauvaise banque », dont l'objectif est la gestion des actifs immobiliers toxiques des banques pour éviter leur faillite. Par ailleurs, plusieurs banques ont été « nationalisées » comme BANKIA, par l'intermédiaire de coûteuses injections de fonds qui représenteront finalement 35 milliards d'euros.

Ainsi, de 2008 à la fin 2012, l'aide publique aux banques privées atteindra 218 milliards d'euros soit 20 % du PIB et

99,5 % des aides anti crise, chiffre auquel il faut ajouter 400 milliards d'euros prêtés par la BCE à 1 % ou 1,5 % que les banques espagnoles ont utilisé pour acheter de la dette publique espagnole à 5 % ou 6 %. D'excellentes affaires privées avec de l'argent public prêté. La baisse des collectes d'impôts et l'injection massive de fonds publics aux banques sont les causes de l'augmentation de la dette publique et non, comme le prétend Rajoy, le fait que « (...) le peuple espagnol a vécu au dessus de ses moyens ». La conversion de la dette privée en dette publique et la diminution des droits des salariés ont provoqué un transfert massif des revenus, des pauvres vers les riches. Mais aussi du sud vers le nord de l'Europe. Heureusement, « l'indignation » prend de l'ampleur tout comme les luttes.

Manuel Gari, économiste, syndicaliste et rédacteur de la revue Viento sur

- 1) "La demanda agregada" : la dépense totale de consommation privée, la dépense publique, l'investissement et les exportations nettes.
- 2) EPA : étude statistique des données du marché du travail.